

Point de Presse du Conseil d'Etat

17 mars 2010

La version Internet fait foi

M. François Longchamp, président du Conseil d'Etat
Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève-Confédération	4
Suisse-Libye : transmission illicite de photos.....	4
Remplacement des décisions de non-entrée en matière : oui avec réserves au projet de modification de la loi sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers	4
Reconnaissance réciproque des appellations d'origine entre la Suisse et l'Union européenne	5
Modernisation des stations d'épuration : Genève demande à la Confédération de revoir le système de financement.....	5
Genève	6
Séminaire extra-muros d'hiver du Conseil d'Etat.....	6
Surpopulation carcérale : construction d'une centaine de places de détention.....	6
Surélévation d'immeubles : adoption d'une troisième série de cartes indicatives	7
Construction de soixante-trois nouveaux logements sur la commune de Thônex	7
Construction de quinze nouveaux logements en ville de Genève	7
Agenda des invitations à la presse	8

Genève-Confédération

Suisse-Libye : transmission illicite de photos

Par l'intermédiaire de son avocat, l'Etat de Genève a pris position dans le cadre de l'action en responsabilité et en protection de la personnalité intentée par M. Hannibal Kadhafi à la suite de la publication par la *Tribune de Genève*, le 4 septembre 2009, de photographies prises par la police lors de son arrestation à Genève en juillet 2008.

Dans son mémoire de réponse déposé au Tribunal de première instance, le gouvernement genevois a déploré que les photographies de M. Hannibal Kadhafi soient parvenues à la *Tribune de Genève* et admis que la responsabilité de l'Etat de Genève était engagée de ce fait, dès lors qu'il était vraisemblable qu'un de ses salariés était à l'origine de cette transmission.

Le Conseil d'Etat a souligné que de tels agissements n'étaient pas admissibles et qu'il veillerait à ce que leur auteur soit sanctionné également sur le plan administratif si l'enquête pénale ouverte contre inconnu pour violation du secret de fonction permettait de l'identifier.

Dans la mesure où la responsabilité de l'Etat est engagée, le gouvernement est entré en matière sur le versement d'une équitable indemnité à titre de réparation morale, dont le montant devra être fixé par le juge en conformité au droit suisse.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat genevois, comme il le fait depuis plusieurs mois, s'en remet à la gestion de cette affaire par les autorités fédérales et ne fera aucun autre commentaire aussi longtemps que le second ressortissant suisse concerné ne sera pas revenu dans notre pays.

Remplacement des décisions de non-entrée en matière : oui avec réserves au projet de modification de la loi sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers

Consulté par le Département fédéral de justice et police (DFJP), le Conseil d'Etat accueille avec satisfaction l'initiative du Conseil fédéral de supprimer les décisions de non-entrée en matière telles que prévues actuellement aux articles 32 à 35a de la [loi sur l'asile](#), pour les remplacer par une procédure matérielle accélérée.

En revanche, le Conseil d'Etat émet des réserves sur le projet de raccourcissement du délai de recours de 30 à 15 jours, de même que sur les mesures d'accompagnement proposées pour améliorer la protection juridique des requérants. Il est en effet nécessaire de décrire un cadre plus clair au concept de « conseil en matière de procédure et d'évaluation des chances », notamment en précisant les possibilités ultérieures pour ledit conseil d'agir en qualité de mandataire et en l'autorisant à assister aux auditions. En garantissant une protection juridique effective, aisément et rapidement accessible aux requérants d'asile, le canton se prémunit contre la

saisie de voies de droit extraordinaires, et par conséquent contre la prolongation significative de la durée du séjour en Suisse.

Pour toute information complémentaire : Mme Nadine Mudry, secrétaire adjointe, DSPE, ☎ 022 327 20 80.

Reconnaissance réciproque des appellations d'origine entre la Suisse et l'Union européenne

Des négociations sont en cours entre la Suisse et l'Union européenne (UE) afin d'ajouter une nouvelle annexe à l'[accord agricole CH-UE de 1999](#) pour protéger les appellations d'origine contrôlée (AOC) et les indications géographiques protégées (IGP) de Suisse et de l'UE. Les cantons ont été consultés sur les AOC et les IGP de l'Union européenne.

Pour Genève, l'appellation « reblochon/reblochon de Savoie » pose problème car ce fromage est également produit dans notre canton. En effet, le Reblochon du Val d'Arve est fabriqué depuis plus d'un demi-siècle à Genève par la Fédération des laiteries réunies à raison de 120 tonnes par an. Le canton de Vaud a le même problème avec le Reblochon de Moudon.

Il faut savoir qu'historiquement, le reblochon est un fromage de Savoie né dans le massif des Aravis. La domination des ducs de Savoie pendant plusieurs siècles sur une bonne partie du Pays de Vaud et jusqu'aux portes de Genève explique que les reblochons français et suisses ont coexisté dans ces différents territoires, qui n'en formaient alors qu'un seul. Jusqu'à présent, il n'y a eu aucune remise en cause par la France de l'utilisation de la dénomination « reblochon » pour des fromages fabriqués en Suisse.

Pour toute information complémentaire : Mme Natacha Guyot Koelliker, secrétaire adjointe, service des affaires extérieures, DARES, ☎ 022 327 90 65.

Modernisation des stations d'épuration : Genève demande à la Confédération de revoir le système de financement

Dans le cadre d'une procédure de consultation du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) concernant les mesures destinées à réduire la concentration de micropolluants dans les eaux afin de protéger l'écosystème et les ressources d'eau potable (modification de l'[ordonnance sur la protection des eaux – OEaux](#)), le Conseil d'Etat a indiqué qu'il soutient fermement les objectifs visés par la Confédération. Il est aujourd'hui démontré que la présence de certaines substances organiques en traces dans les eaux déversées par les stations d'épuration domestiques est dommageable à la faune et à la flore aquatiques.

Le Conseil d'Etat demande, en revanche, que le financement des adaptations nécessaires aux stations d'épuration soit revu. En effet, le [projet soumis à consultation](#) met cette charge sur les habitants raccordés aux stations d'épuration concernées, soit environ la moitié des habitants du pays. S'agissant d'un effort national, le gouvernement genevois demande un mode de financement plus équitable, par exemple en constituant un fonds alimenté par une redevance prélevée sur toutes les eaux usées domestiques.

Enfin, le Conseil d'Etat requiert que les délais de mise en œuvre soient harmonisés avec les actions entreprises dans les pays voisins.

Pour toute information complémentaire : M. Charles Stalder, directeur général de l'eau, DIM, ☎ 022 546 74 00.

Séminaire extra-muros d'hiver du Conseil d'Etat

Comme il est de coutume deux fois par an, le Conseil d'Etat a tenu cette semaine sa séance hebdomadaire dans le cadre de son séminaire extra-muros « au blanc » à Lausanne, où il a notamment été reçu par son homologue vaudois.

Le Conseil d'Etat a également eu l'occasion de visiter le Rolex Learning Center et le laboratoire de sociologie urbaine de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL).

Surpopulation carcérale : construction d'une centaine de places de détention

Le Conseil d'Etat a mandaté un comité de pilotage afin de construire, sur le site de la prison de Champ-Dollon, d'une centaine de places supplémentaires de détention avant jugement, en privilégiant une construction préfabriquée et modulaire répondant aux normes en matière de détention pénale et de développement durable. Le gouvernement entend présenter au Grand Conseil, au mois de juin, un projet de loi ouvrant un crédit de construction permettant la mise à disposition dans les meilleurs délais de places de détention supplémentaires.

Dans un [rapport](#) adressé au Grand Conseil en septembre 2009 (voir également [dossier de presse du 15 septembre 2009](#)), le Conseil d'Etat fixe les grandes lignes de sa politique pénitentiaire, laquelle prévoit la réalisation de plusieurs infrastructures de détention dans un délai de 4 à 8 ans. Or, la prison de Champ-Dollon a récemment dépassé un taux d'occupation de 200% : le 11 mars dernier, 567 personnes étaient détenues dans cet établissement initialement prévu pour en accueillir 270.

Sans revenir sur les conséquences et les risques qu'entraîne cette situation de surpopulation carcérale, tant sur le plan des conditions de détention des personnes incarcérées et des conditions de travail des collaborateurs que de la sécurité interne de la prison, les structures ont atteint leurs limites et il est urgent de trouver une solution.

Pour toute information complémentaire : M. Juan Boada, chef du service constructions et transformations, DCTI, ☎ 022 546 62 25 et M. Georges Lapraz, directeur général de l'Office pénitentiaire, DSPE, ☎ 022 546 32 00.

Surélévation d'immeubles : adoption d'une troisième série de cartes indicatives

Après l'adoption de deux séries de cartes indicatives déterminant les immeubles susceptibles d'être surélevés (voir points de presse du [25 février](#) et du [30 novembre 2009](#)), le Conseil d'Etat a adopté trois nouvelles cartes qui concernent les secteurs [Pâquis](#), [Voltaire–Cornavin–Mont-Blanc](#) et [Jonction–Plainpalais](#). En adoptant ces documents, le Conseil d'Etat finalise les cartes indicatives pour la Rive droite.

Ces cartes sont prévues par les nouvelles dispositions légales qui permettent de surélever certains immeubles pour réaliser des logements. Elles n'ont pas de portée juridique propre. Le potentiel de surélévation des immeubles doit être déterminé sur la base d'un projet d'architecte faisant l'objet d'une demande d'autorisation de construire soumise aux dispositions légales applicables.

Les cartes concernant les trois secteurs restants situés sur la Rive gauche (Pont d'Arve–La Cluse, Bastions-Champel et Eaux-Vives) devraient être approuvées prochainement.

Pour toute information complémentaire : M. Laurent Forestier, secrétaire général adjoint responsable de la communication, DCTI, ☎ 022 327 31 12.

Construction de soixante-trois nouveaux logements sur la commune de Thônex



Le Conseil d'Etat a adopté trois arrêtés permettant de délivrer des autorisations de construire portant sur la réalisation de sept immeubles de logements de trois étages sur rez-de-chaussée plus attique, sis chemin Etienne-Chennaz 6, 8, 9, 11, 17, 19 et 19A, sur le territoire de la commune de Thônex.

La construction prévoit soixante-trois appartements avec garage souterrain en propriété par étages (PPE). Cette requête s'inscrit dans le plan localisé de quartier adopté le 16 mai 2007 (voir [point de presse](#)).

Pour toute information complémentaire : M. Michel Briefer, chef de projet, office du logement, DCTI, ☎ 022 325 11 25.

Construction de quinze nouveaux logements en ville de Genève

Le Conseil d'Etat a adopté un arrêté permettant de délivrer une autorisation de construire portant sur la réalisation d'un immeuble de logements de cinq étages sur rez-de-chaussée, sis chemin des Fleurettes 3, en Ville de Genève, section Petit-Saconnex.



La construction prévoit quinze appartements avec garage souterrain en propriété par étages (PPE). Cette requête s'inscrit dans le plan localisé de quartier adopté le 10 septembre 1997.

Pour toute information complémentaire : M. Michel Briefer, chef de projet, office du logement, DCTI, ☎ 022 325 11 25.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
22 mars 10h00	EMS : la nouvelle loi entre en vigueur	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DSE	Bernard Favre ☎ 022 546 54 10
23 mars 10h30	Conférence de presse annuelle de la police	Nouvel Hôtel de Police 5, ch. de la Gravière 1227 Les Acacias	DSPE	Eric Grandjean ☎ 022 427 80 30 / 36 Yvette Renard ☎ 022 327 25 53
29 mars 9h30	Etat des lieux de l'emploi après 18 mois de crise économique	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DSE	Bernard Favre ☎ 022 546 54 10
13 avril 10h30	Lancement d'une ligne téléphonique pour le conseil, l'orientation et l'information sur la dépression	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DARES	Flora Houben ☎ 022 327 04 25
15 avril 18h45	Troisième conférence du cycle « Recenser, conserver et transformer le patrimoine » : Les Grands domaines, serres et orangeries	Les Salons 6, rue Batholoni	DCTI	Rafaèle Gross ☎ 022 327 31 24